

Éditorial de l'infolettre SignalÉthique de juillet 2026

Ce qui est particulièrement troublant, ces derniers temps, c'est l'apparente inefficience des arguments rationnels face à toutes sortes d'opinions infondées, voire au service d'abus caractérisés : une tricheuse avérée, ayant détourné de l'argent au profit de son parti, profite du jour où elle est condamnée pour communiquer dans les médias sa candidature à la présidentielle ?

Aucun problème, les enquêtes d'opinion le prouvent : après la décision de la cheffe du RN, le premier sondage atteste que celle-ci gagnerait face à Edouard Philippe avec 10 points d'avance... et 60 points d'écart face à Jean-Luc Mélenchon... certes les sondages sont une photographie toute approximative et volatile de l'opinion. Mais la même semaine, tandis que le parlement vote une sorte de permis de tuer pour la police «présumée en état de légitime défense», s'affirme donc un permis de frauder pour certaines personnes qui sont manifestement plus égaux que les autres.

Quels sont donc les ressorts qui continuent de soutenir le vote RN malgré tant de condamnations? Il y a quelque chose qui semble relever d'une persuasion populiste, aussi efficace qu'une affirmation de puissance sportive, qui conduit à l'acclamation d'une performance : pour une frange importante de l'opinion, la cheffe du RN n'est pas perçue comme répréhensible mais comme victime de «l'Etat profond». Non pas comme une escroquerie politique mais comme une mère courage qui ne se laisse pas faire. De l'arnaque avérée soustrayant de l'argent public ? Non, du panache et de intelligence stratégique face à des juges rouges.

A force de révélations sur les profils Fillon, Sarkozy, Cahuzac ou Ferrand, sur fond du déversoir quotidien d'infos frelatées et anxiogènes, une authentique paranoïa collective conduit des masses d'individus à penser que les méchants ne sont pas ceux qui sont punis par la loi mais ceux qui les jugent. Ainsi Marine Le Pen réussit le tour de force d'apparaître, aux yeux de millions de personnes, plutôt obstinée et combattive que coupable et abusive. Le vote de la loi «permis de tuer» intervient la même semaine et va dans le même sens que les sondages. Il raconte comment les plus nantis et une partie de la classe moyenne exigent d'être « sécurisés » quelle que soit la brutalité de la protection. Dans une pure logique d'escalade, les forces de l'ordre semblent de plus en plus mandatés pour montrer qu'ils savent faire preuve d'une sévérité radicale et même létale s'il le faut. Sur fond d'une violence sociale qui accable plus de 10 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, le gouvernement actuel s'emploie à donner toujours plus de gages à la partie la plus droitière de la population. Qu'importe si les chiffres de la récidive indiquent que le tout répressif ne conduit qu'à faire monter la violence et l'exclusion. Inutile, semble-t-il, de considérer ce qui conduit selon les classes d'âge, entre 65 et 75 % des prisonniers à retourner derrière les barreaux. Dans une séquence qui rappelle de plus en plus l'alliance des grandes fortunes avec l'extrême droite des années 1930, la priorité de la majorité parlementaire semble être d'empêcher coûte que coûte toute volonté de mieux

partager le gâteau et de conserver les privilèges de la très grande bourgeoisie. Il ne faut pourtant pas sous-estimer les ressorts du vote d'extrême droite non seulement chez les retraités mais chez les classes moyennes reléguées qui, en butte aux incivilités, pensent manifestement les résorber avec un pouvoir encore plus répressif. Il faut rappeler qu'un tiers des 350 000 personnes qui vivent dans la rue sont d'anciens détenus que la société n'a pas su réinsérer.

L'éducation est invoquée partout comme une fermeté qui fait défaut, comme l'urgence de fixer des limites permettant la liberté collective. Mais comment soutenir l'éducation civique si la fraude et le mensonge sont avérés parmi ceux qui ont été au sommet de l'Etat ou aspirent à le devenir ?

Aujourd'hui, l'opinion est suralimentée par l'idéologie qui ne voit le réel qu'en fonction de l'antagonisme entre «parasites et producteurs», comme le met en lumière Michel Feher. Ce sont des millions d'individus qui semblent ainsi rallier une l'idéologie aussi «simple» à énoncer que les trois couleurs du drapeau.

Qu'est-ce qu'il y a d'important martèle le RN ? Le travail, la famille, la patrie. Simple. Il y a la croyance qu'en tapant plus dur sur les précaires on va les faire entrer dans le rang ou les faire disparaître derrière les barreaux. Il y a aussi une réaction massive à la mondialisation libérale qui plaide un "no-limite" économique. Pas besoin d'être de la droite radicale pour contester le dumping fiscal rendu possible par les traités de libre-échange. Il faudra sans aucun doute continuer de rappeler que les immigrés ne volent pas les emplois en réparant les routes ou en travaillant dans les cuisines des restaurants ou les EHPAD. Il faudra inlassablement montrer que ce ne sont pas ces métiers-là qui sont souhaitées par les parents des jeunes qui font des études, qui souhaitent eux-même autre chose. Cela sera d'autant plus difficile qu'il y a manifestement une part passionnelle, régressive, contre laquelle il est difficile d'argumenter. Une jeune « influenceuse" vient d'écrire sur les réseaux : "j'échange toute l'équipe de France contre un vol en charter en Afrique» pour dire sa détestation d'une équipe trop colorée à son goût. Ce n'est pas un skinhead enivré sortant d'un match de foot qui écrit ça, mais une jeune femme bon chic bon genre. Comme l'a montré la réélection de Donald Trump, il existe des déterminismes qui ne sont pas rationnels mais pulsionnels, identitaires jusqu'au désir de bannir ou d'éliminer. Des millions de personnes pensent aujourd'hui qu'il faut faire preuve d'une brutalité extrême à l'égard des précaires et des étrangers. Qu'il vaut mieux montrer les dents que subir la peur. Enfin, nombreux sont ceux qui pensent qu'il y a, depuis la nuit des temps, les puissants et ceux qui sont nés pour les servir. Il existe en France un courant libertarien qui amplifie l'idée qu'il n'y a pas d'autre règle valable que la loi de la jungle, la soumission aux forts et l'asservissement des faibles. Faire savoir que le meilleur de l'humain aspire au contraire à la protection des plus fragiles et à l'entraide est un impératif citoyen de premier ordre. Les passions exaltées, y compris par nos propres fascinations face à la compétition de haut niveau, poursuivent de plus en plus un autre programme, plaidant en faveur d'une nouvelle forme d'aristocratie, reproduisant de façon plus ou moins consciente les fondements

du darwinisme social : que les meilleurs gagnent. Mettre hors d'état de nuire l'actuelle machine économique qui réchauffe la planète et les esprits signifiera une révolution du rythme et la définition d'objectifs humains tournant littéralement le dos à l'accroissement maladif du PIB. Dans un assez court terme, cela revient non seulement mobiliser les jeunes qui ne votent pas, mais aussi tous ceux et celles qui sont proprement dégoûtés par les spectacles de l'impunité des uns et de l'ultra sévérité pour les autres. Quelles que soient nos affinités, il va falloir discerner, parmi les candidatures, ce qui pourra faire échec à la politique des phobies.

Vincent Glenn